



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Essonne

Chef-lieu de Canton

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

OBJET DU MARCHÉ

**TRAVAUX DE DEPOLLUTION DES TERRES ET
RABATTEMENT DE NAPPE PHREATIQUE D'UN TERRAIN
SITUE AU 24 RUE DANIELLE CASANOVA ET AU 26 RUE DU
CAPITAINE FERBER A VIRY-CHATILLON**

**Visite OBLIGATOIRE
(Article 6.3 du présent document)**

Date et heure limites de réception des offres :

Jeudi 9 Juillet 2026 à 12 :00

Pouvoir adjudicateur :

COMMUNE DE VIRY-CHATILLON

Représentée par M. Jérôme BÉRENGER, Maire de Viry-Chatillon

Place de la République - BP 43 91178 VIRY-CHATILLON

☎ : 01 69 12 62 12

N° SIRET : 219 106 879 00014

Site internet : <https://viry-chatillon.fr>

✉ : scp@viry-chatillon.fr

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	4
1.6 – Modifications du marché public	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes.....	4
2.4 – Développement durable et responsabilité sociétale.....	4
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Conduite d'opération	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC)	5
3.4 - Contrôle technique	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Conditions relatives au contrat	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	5
4.3 - Confidentialité.....	5
4.4 – Mesures de sécurité.....	5
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 – Pièces de la candidature.....	6
6.2 – Pièces de l'offre	8
6.3 – Visite.....	8
6.4 – Oublis et omissions.....	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
7.1 - Transmission électronique.....	9
7.2 - Transmission sous support papier	10
8 - Examen des candidatures et des offres.....	10
8.1 - Sélection des candidatures.....	10
8.2 - Attribution des marchés	11
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	12
9 - Renseignements complémentaires	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	13
9.2 - Procédures de recours.....	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

LES TRAVAUX DE DEPOLLUTION DES TERRES ET RABATTEMENT DE NAPPE PHREATIQUE D'UN TERRAIN SITUE AU 24 RUE DANIELLE CASANOVA ET AU 26 RUE DU CAPITAINE FERBER A VIRY-CHATILLON

La mission contiendra les éléments de missions suivants :

- Phase de préparation : Rédaction des documents d'exécution et du Plan d'Assurance Qualité (PAQ), Visite d'inspection commune
- Phase de mise en place des installations : Amené du matériel, Implantation des puits de traitement dans l'emprise de la zone à traiter, Installation de l'unité de traitement en container insonorisé, etc.
- Phases de dépollution : Fonctionnement du dispositif de traitement, Maintenance des équipements et suivi du traitement, Contrôle qualitatif du traitement, Bilan quantitatif évolutif des opérations, etc..
- Phase de réception des travaux : Phase de remise en état / repli du chantier, Etablissement des dossiers de récolement et rapport de fin de travaux.

Etendue des prestations

Les travaux d'investigations et prestations à réaliser par le titulaire du marché sont, d'une manière générale, toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution et au bon achèvement des opérations permettant d'aboutir à l'objectif visé dans les délais proposés (le titulaire du marché devra proposer un planning de réalisation de sa prestation dans son offre technique). Sont en particulier à la charge du titulaire du marché :

- Les fournitures, les matériels ... la fourniture d'énergie électrique et toutes sujétions nécessaires à la réalisation des investigations,
- La gestion des déchets (EPI ...),
- Les personnels d'encadrement et d'exécution, les prestations de contrôle des sous-traitants.

Le titulaire du marché reconnaît implicitement devoir effectuer toutes les enquêtes utiles, s'engage à exécuter l'ensemble des travaux décrits dans le présent C.C.T.P (y compris ses annexes) et prend la responsabilité financière et technique de l'opération.

Tous les frais découlant des mesures de limitation des nuisances, d'hygiène et de sécurité définies lors de la préparation du chantier sont contractuellement réputés compris dans le montant du marché.

Lieu(x) d'exécution :

Terrain situé à au 24 rue Danielle Casanova et au 26 rue du Capitaine Ferber - 91170 VIRYCHATILLON.

Le descriptif du site et de son contexte sont présentés dans le CCTP.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Conformément aux articles L.2113-10, L.2113-11 2° et R.2113-3 1° du Code de la commande publique, décide de ne pas allouer le marché. En effet, l'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, leur dévolution en lots séparés serait de nature à restreindre la concurrence, risquerait de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse leur exécution.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Nature	Code CPV	Libellé
CPV principal	45112360-6	Travaux de réhabilitation des sols
CPV complémentaire	45112500-0	Travaux de terrassement
CPV complémentaire	90522400-6	Traitement et élimination de sols pollués
CPV complémentaire	90732300-0	Traitement ou réhabilitation de sols pollués
CPV complémentaire	45232430-5	Travaux de traitement de l'eau

1.6 – Modifications du marché public

Le marché peut être modifié dans les conditions prévues aux articles L.2194-1 à L.2194-3 et R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la Commande Publique.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 – Développement durable et responsabilité sociétale

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les prestations dans le respect des principes du développement durable et de la responsabilité sociétale des entreprises.

À ce titre, il devra notamment :

- Limiter les incidences environnementales des travaux ;
- Prévenir toute pollution secondaire des sols, des eaux et de l'air ;
- Assurer une gestion optimisée des terres excavées, des déchets et des effluents de chantier ;
- Réduire les nuisances pour les riverains (bruit, poussières, odeurs, circulation des véhicules) ;
- Favoriser, dans la mesure du possible, l'emploi de procédés, matériels et organisations permettant de réduire l'empreinte environnementale du chantier ;
- Garantir la sécurité, la santé et les conditions de travail des personnels intervenant sur l'opération ;

- Veiller au respect de la réglementation sociale et environnementale applicable à l'ensemble des intervenants et sous-traitants.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée directement par le maître d'œuvre.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société HP Envirotec, chargée du suivi de l'exécution des travaux.

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC)

Sans objet.

3.4 - Contrôle technique

Sans objet.

Le contrôle de la bonne exécution des travaux est assuré par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission de suivi d'exécution.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est assurée par un coordonnateur SPS désigné par le maître d'ouvrage.

Les coordonnées du coordonnateur SPS seront communiquées avant le démarrage des travaux.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat et les délais d'exécution sont fixés au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : financement sur fonds propres.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité

Toutes les informations fournies par le Maître d'Ouvrage et/ou HPC Envirotec et celles recueillies au cours des travaux devront être considérées comme confidentielles. Tous les résultats d'analyses seront également considérés comme confidentiels et ne pourront être communiqués à des tiers que par le Maître d'Ouvrage. Toute publication (presse, vidéo, réseaux sociaux) envisagée par le titulaire du marché pour son propre usage et mentionnant explicitement le Maître d'Ouvrage ou le lieu d'intervention devra faire l'objet d'une autorisation préalable écrite du Maître d'Ouvrage.

4.4 – Mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail
- Le Règlement de la Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE),
- L'Attestation de visite (à faire compléter et signer par le représentant de la Commune)

Il est remis gratuitement à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Modifications mineures du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Modifications majeures du dossier de consultation

Conformément à l'article R2151-4 du Code de la Commande Publique, le délai de réception des offres est prolongé dans les cas suivants :

- 1°) lorsqu'un complément d'information, nécessaire à l'élaboration de l'offre, demandée en temps utile par l'opérateur économique, n'est pas fourni dans les délais prévus à l'article R2132-6 ;
- 2°) lorsque des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation.

La durée de la prolongation est proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jours francs entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 – Pièces de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Lettre de candidature (DC1) Dans le cas d'un groupement d'entreprises, ce document devra être daté et indiquer tous les membres et le mandataire qui sera explicitement désigné par les membres du groupement ;	Non
Déclaration du candidat (DC2)	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L.5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Certification LNE relative à la « Qualité du sol - Prestations de services relatives aux sites et sols pollués » conformément aux attentes de la norme AFNOR NFX 31-620 (Décembre 2021). Se référer au CCTP	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 – Pièces de l'offre

Libellés	Signature
L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, complété en totalité, daté	Non
Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété en totalité (format Excel et Pdf)	Non
Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) , complété en totalité (format Excel et Pdf)	Non
Le mémoire technique respectant scrupuleusement le sommaire et attendus décrit dans le CCTP.	Non
Planning prévisionnel d'intervention détaillée	Non
Attestation de visite (<i>signée par le représentant du pouvoir adjudicateur en charge de la visite</i>)	Oui

N.B. : les fichiers BPU et DQE doivent être nécessairement remplis en intégralité et sans aucune modification. Le non-respect de cette disposition entraîne l'irrégularité de la proposition.

La signature de l'offre (Acte d'engagement) est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le soumissionnaire dont l'offre est retenue est tenu de la signer.

Les soumissionnaires sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.3 – Visite

Les candidats devront **obligatoirement** effectuer une visite du site, préalablement à la remise de leur offre, selon les modalités suivantes, **sous peine de rejet de leur offre** :

Cette visite sera organisée **sur rendez-vous, pris au plus tard 24 heures avant la date de visite**, auprès de la Direction des Services Techniques de la Commune de Viry-Chatillon, par mail à l'adresse suivante : c.herault@viry-chatillon.fr et s.barbeau@viry-chatillon.fr ou par téléphone au 01 69 12 16 86.

Afin que l'ensemble des candidats puissent bénéficier du même degré d'information, les questions éventuelles suscitées lors de la visite du site doivent être posées par écrit sur la plateforme, dans le respect de l'article 9.1 du présent document. Une réponse écrite sera alors adressée en temps utile à l'ensemble des candidats.

Les visites devront impérativement être réalisées au plus tard dix jours francs avant la date limite de remise des offres.

Cette visite est obligatoire, son absence rend l'offre irrégulière. A cet effet, une attestation de visite sera remise aux candidats. Celle-ci devra être jointe à l'offre.

6.4 – Oublis et omissions

Le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance sur place et sur plans, de tous les aléas et/ou difficultés susceptibles d'avoir une incidence sur la bonne marche de ses travaux. Il prévoira et appréciera en conséquence les modes opératoires et les éventuelles sujétions à mettre en œuvre. Il définira également précisément ses limites de prestation.

En aucun cas le titulaire du marché ne pourra faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour :

- ne pas exécuter tout ou partie des travaux nécessaires à l'achèvement complet et satisfaisant de son marché, et ce dans les règles de l'art,
- exiger une plus-value à son marché ou une extension des délais d'exécution, en invoquant par exemple la présence d'obstacles, l'impossibilité d'utiliser certaines techniques ou certains types de matériel.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.maximilien.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir trois dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature, les pièces de l'offre technique et les pièces de l'offre prix définies au présent règlement de la consultation.

Le candidat DEVRA OBLIGATOIREMENT remettre le DQE et le BPU EN VERSION EXPLOITABLE DE TYPE EXCEL et PDF.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie de Viry-Chatillon
Service Commande Publique / Service Finances
Domaine du Piedefer

Elle doit être transmise aux jours et horaires d'ouverture des bureaux du Piedefer suivants :
- du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, sauf jeudi matin (fermeture).

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : ".doc", ".odt", ".rtf", ".xls", ".ods", ".ppt", ".pdf", ".jpg", ".dwf", ".gif", ".png" et ".zip"

A titre d'exemple, l'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

« candidature_nom de l'entreprise »:

1. DC1 et DC2, ou DUME, déclaration sur l'honneur
2. REFERENCES
3. OUTILLAGE
4. CERTIFICATS/QUALIFICATIONS

...

« offre_nom de l'entreprise »:

1. AE
2. DQE
3. BPU
3. MEMOIRE TECHNIQUE
4. PLANNING D'INTERVENTION
5. ATTESTATION DE VISITE

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Pièces contractuelles de l'offre dont la signature électronique est exigée au stade de l'attribution :

- **Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes.**

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Conformément à l'article R.2161-4 du Code de la Commande Publique :

L'Acheteur Public peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Lorsqu'il fait usage de cette faculté, il examine les candidatures de manière impartiale et transparente. Il veille notamment à ce que sa connaissance des offres n'influe en rien sur l'appréciation des motifs d'exclusion ou des critères de sélection.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (<i>sur la base du DQE en € TTC</i>)	40.0 %
2-Valeur technique	60.0 %
2.1- Analyse du dossier (éléments d'appréciation concernant la pollution puis choix des moyens proposés)	5 %
2.2- Moyens de garantie et d'engagement de limitation des nuisances du chantier / Respect de la réglementation des rejets des gaz et eaux	5 %
2.3- Modalités internes de contrôle et moyens mis en œuvre pour le respect des règles HSSE et mesures de sécurité	5 %
2.4- Moyens techniques et matériels	25 %
2.5- Moyens affectés à l'encadrement du chantier	5 %
2.6- Proposition de modalités du contrat de travaux	15 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

- Critère n°1 « Prix des prestations » pondéré à 40 sur 100 points.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au montant total du DQE en € TTC le moins disant (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au montant total du DQE en € TTC du candidat examiné.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

NB : Pour toutes les formules utilisées dans les critères d'analyse des offres, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

- Critère n°2 « Valeur technique » pondéré à 60 sur 100 points.

Ce critère sera apprécié sur la base du mémoire technique fourni par les soumissionnaires.

Barème retenu pour la notation de chaque sous-critère technique :

0 = absence de réponse → information non fournie, ou qualité jugée très insuffisante (non éliminatoire),

1 = médiocre / très insuffisant → information fournie de qualité jugée insuffisante,

2 = insatisfaisant / insuffisant / inférieur aux attentes → information fournie de qualité jugée médiocre,

3 = satisfaisant / répond globalement aux attentes → information fournie de qualité jugée moyenne,

4 = très satisfaisant / conforme aux attentes → information fournie de qualité jugée satisfaisante,

5 = excellent / supérieur aux attentes sans sur-qualité → information fournie de qualité jugée très satisfaisante.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec un ou plusieurs candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Portée de la négociation : la négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre (le prix ou ses éléments, la quantité, la qualité, le délai, les garanties de bonne exécution du marché...) sans toutefois modifier les caractéristiques principales du marché (objet du marché, critères de choix des candidatures ou des offres).

Déroulement des négociations / Choix des soumissionnaires avec lesquels la négociation pourra être engagée :

Phase de négociation (le cas échéant) :

Après réception et examen des offres, il est établi un premier classement des offres. Une phase de négociation sera engagée avec les candidats ayant présenté les meilleures offres.

Le cas échéant, dans le cadre de la négociation, les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables.

Phase de précision des offres (le cas échéant) :

Lorsque certains éléments de l'offre sont peu clairs ou incertains, l'acheteur a la possibilité de demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre. Cette demande de précisions, qui intervient en l'absence de toute irrégularité, ne se confond pas avec la demande de régularisation. Les demandes d'éclaircissement d'une offre concernent des incohérences ou ambiguïtés qui ne la rendent pas pour autant irrégulières. Les précisions apportées doivent permettre à l'Acheteur Public de comparer les offres, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats et sans affecter le jeu de la concurrence.

Modalités de la négociation :

Les négociations pourront avoir lieu soit sur place à l'Hôtel de ville, soit par écrit (courrier par le site du profil acheteur), soit par visio ou audio conférence.

Chacun des candidats est donc invité à indiquer dans son offre une adresse e-mail, un numéro de télécopie et le nom d'un correspondant. Les éléments négociés seront à la demande de la ville confirmés par écrit.

L'Acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

1. Attestation fiscale datant de moins de trois (3) mois ;
2. Certificat social (URSSAF) datant de moins de 6 mois ;
3. Les attestations d'assurances et le certificat de congés payés (si le candidat est assujetti au règlement d'une cotisation auprès d'une Caisse de Congés Payés).

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.maximilien.fr>

Cette demande doit intervenir dans un délai franc de 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours francs au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud

78011 VERSAILLES CEDEX

Tél : 01 39 20 54 00

Télécopie : 01 39 20 54 87

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à : Tribunal Administratif de Versailles.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est : Tribunal Administratif de Versailles